



L'H

L'



DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'HONORABLE F. G. MARCHAND

TRESORIER DE LA PROVINCE

A

L'Assemblée Législative de Québec

LE MARDI, 14 DECEMBRE 1897.



QUÉBEC :
IMPRIMÉ PAR ELZ. VINCENT

1897.

L'E

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'HONORABLE F. G. MARCHAND

TRESORIER DE LA PROVINCE

A

L'Assemblée Législative de Québec

LE MARDI, 14 DECEMBRE 1897.



QUÉBEC :

IMPRIMÉ PAR ELZ VINCENT

1897

HJ2056

Q8

m37

Mo

Cha
gret
base
adop
la de

peup
ses r
pend
et de

DISCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'HONORABLE F. G. MARCHAND

TRESORIER DE LA PROVINCE

A

L'Assemblée Législative de Québec.

LE MARDI, 14 DECEMBRE 1897.



MONSIEUR L'ORATEUR,

C'est avec une certaine hésitation que je me lève pour exposer à cette Chambre la situation financière de notre province. Cette situation, je regrette de le constater, laisse à désirer, et, afin de reconstituer solidement ses bases, il me faut recourir à des moyens rigoureux que je n'hésiterai pas à adopter et pour l'exécution desquels je réclame le bon vouloir et l'appui de la députation.

Durant une longue période, depuis l'origine de la Confédération, le peuple de cette province et ses gouvernants s'étaient habitués à considérer ses ressources comme inépuisables. Il s'en est suivi une ère de prodigalité pendant laquelle, la Législature, dans le but d'encourager des améliorations et des entreprises locales de tout genre, a voté avec largesse des octrois

nombreux. Il est résulté de cette politique des déficits annuels et l'accumulation d'une dette publique dont le service des intérêts absorbe déjà une forte partie de nos revenus ordinaires.

Sans vouloir critiquer les motifs qui ont inspiré nos hommes publics dans la poursuite de cette politique qui a grandement contribué, je l'admets, au développement du domaine national et de ses ressources naturelles, je crois que le temps est venu d'en suspendre le cours, dans l'intérêt de notre autonomie provinciale et du maintien de nos institutions locales. Pour cet objet, il est urgent d'éviter, pendant un certain temps, toutes les dépenses, soit au compte du capital, soit au compte du revenu, qui ne sont pas immédiatement essentielles à notre progrès, afin que notre équilibre financier depuis longtemps rompu, soit rétabli. Voilà la tâche ingrate et difficile que je me suis engagé formellement à accomplir, et la députation s'y est également engagée durant la dernière période électorale. C'est sur la foi de cette promesse que la majorité parlementaire a obtenu la confiance et l'appui des électeurs, et c'est pour l'exécuter que le parti libéral est aujourd'hui au pouvoir. Quelque difficile que soit cette tâche, je ne reculerai pas devant l'obligation de la remplir, et j'espère qu'avec l'appui de cette Chambre, j'y parviendrai.

NOTRE SITUATION FINANCIÈRE

Pour bien se rendre compte de la difficulté que nous avons à surmonter, il convient d'abord, je crois, de définir aussi clairement que possible la position actuelle. Pour cet objet, l'on me permettra, sans aucune récrimination contre les administrations antérieures, de constater exactement les faits.

La progression ascendante de notre dette publique, pendant la durée de la dernière Législature, a été considérable. En voici la preuve :

L'excédant du passif sur l'actif, était au 30 juin 1892, d'après l'exposé budgétaire du 31 janvier 1893, page 19, de. \$23,641,346 28

De ce montant il faut déduire les subsides de chemins de fer qui étaient alors périmés sous les lois existantes, confirmées par l'acte 59 Vic. ch. 5, s'élevant à..... 2,018,769 22

Laissant comme chiffre réel de l'excédant du passif sur l'actif, à cette date, la somme de..... 21,622,577 06

D'autre part :

L'excédant du passif sur l'actif, au 30 juin dernier, 1897, tel qu'établi dans l'état détaillé produit devant cette Chambre, était de \$25,491,658 16

Il en résulte que, durant la période des 5 dernières années, au lieu d'avoir diminué, comme on l'a prétendu, la dette a été augmentée de \$3,869,081 10

Cette augmentation a eu lieu malgré que les revenus de la province, durant la même période, se soient accrus, grâce aux nouvelles taxes, d'une somme moyenne de \$500,000.00 par année, produisant pour ces cinq années une augmentation totale dans notre revenu de \$2,262,452.55.

D'un autre côté, la dette consolidée a augmenté, durant la même période, dans des proportions énormes, tant par la négociation d'emprunts permanents destinés à l'acquittement des emprunts temporaires, des subsides de chemins de fer, de différentes autres dettes flottantes de divers genres, que par de forts escomptes sur quelques uns des emprunts permanents effectués pour cet objet.

Ainsi, la dette consolidée s'élevait, le 30 juin dernier, 1897, à la somme de \$34,196,654 08
Tandis que, le 30 juin 1892, elle n'atteignait, d'après l'exposé budgétaire du 31 janvier 1893, page 19, que la somme de 25,175,320 01

Ce qui laisse une somme de \$9,021,334 07
représentant l'augmentation de notre dette consolidée depuis le 30 juin 1892.

La situation s'est donc aggravée d'autant, et nous n'avons pour l'améliorer qu'un revenu annuel diminué d'au moins \$300,000.00 par suite de l'abolition des impôts, décrétée durant les deux dernières sessions. Comme l'intention du gouvernement est d'éviter, par tous les moyens à sa disposition, l'imposition de nouvelles taxes, tant que le crédit et l'honneur de la province ne l'exigeront pas d'une manière impérieuse, il ne lui reste, pour rétablir l'équilibre indispensable entre nos dépenses et nos recettes annuelles, et interrompre l'accroissement de notre passif déjà trop considérable, qu'un seul recours, celui de pratiquer, dans tous les détails du service public, la plus rigoureuse économie, de suspendre jusqu'à ce que l'ère des surplus renaiss, l'octroi de subsides nouveaux, et de toutes gratuités qui ne sont pas jugées immédiatement essentielles. En même temps, l'obligation s'impose à nous, pour cet objet, de presser la perception, tant du revenu ordinaire, que de tous arrérages d'une nature quelconque, dus au Trésor Public.

C'est ici que notre tâche devient pénible. J'espère que la députation, convaincue de l'urgence de ce procédé, nous aidera à l'accomplir en faisant comprendre aux débiteurs du gouvernement que cette nécessité se présente à nous comme seul moyen d'éviter l'impôt.

Notre situation financière, je le répète, est grave; mais elle n'est pas désespérée. Nos ressources inexploitées sont immenses, et le progrès qui s'inaugure et qui prend des proportions considérables sur toute l'étendue de notre province, laisse prévoir pour elle, un avenir de prospérité propre à

faire naître la confiance dans tous les esprits, et à nous convaincre que quelques années d'une administration sage et économique suffiront pour replacer nos finances sur des bases solides et consolider la position importante qu'elle occupe dans la Confédération Canadienne.

COMPTE DE L'ANNÉE 1896-97.

Dans un discours sur le budget, du 26 novembre 1895, le Trésorier de la province fit le sommaire suivant de ses prévisions des recettes et des dépenses, pour l'année financière 1896-97, emprunté à son budget qui avait été soumis à la chambre :

Recettes ordinaires.....	\$4,107,699 42
Dépenses ordinaires.. ..	3,946,834 74
Surplus des recettes ordinaires.....	160,864 68

Cette Chambre s'intéresse, je n'en doute pas, à savoir si ces prévisions de mon honorable prédécesseur se sont bien exactement accomplies. Je vais satisfaire en quelques mots sa légitime curiosité.

Les comptes publics pour l'année financière 1896-97 qui viennent d'être déposés sur le bureau de cette chambre, démontrent que les recettes et les dépenses ordinaires, inclus les montants reçus et payés à compte des taxes sur les subventions de chemin de fer, ont été comme suit :

Recettes ordinaires.....	\$3,874,966 22
Dépenses ordinaires	4,685,450 42
Déficit.....	810,484 20

Ces chiffres démontrent un écart énorme entre les prévisions budgétaires de mon honorable prédécesseur et le résultat réel des opérations de cette année. Au lieu du surplus de \$160,864 68 qu'il avait prévu, cet exercice a produit un déficit de \$810,484 20, ce qui constitue un écart de \$971,348 88 entre ses prévisions et leur réalisation, sur les recettes et les dépenses ordinaires.

Mais la différence est encore plus grande lorsque l'on met en regard du résultat obtenu, ses prévisions de recettes et de dépenses totales (moins les subsides de chemins de fer) pour la même année. Son estimation avait été comme suit :

Dépenses totales (moins subsides de chemins de fer) ..	\$4,235,159 20
Recettes totales.....	4,107,699 42
Déficit :.....	\$ 127,459 78

L'état de ces recettes et dépenses totales (moins les subsides de chemins de fer) tel que constaté par ces mêmes Comptes Publics, se chiffre comme suit :

Dépenses totales, (moins subsides de chemins de fer)..	\$5,288,469 33
Recettes totales.....	3,923,238 70
Déficit.....	\$1,365,230 63

L'écart est énorme.

On se rappellera que l'état des recettes et des dépenses totales pour l'année 1892-93, établi sur les mêmes bases, (c'est-à-dire moins les subsides de chemins de fer,) n'indiquait qu'un déficit de \$24,828 00, et que le Trésorier de cette époque nous donnait à espérer des surplus constants pour les années subséquentes.

Comme on le voit, l'événement est loin d'avoir justifié ses prévisions, puisque les déficits annuels, depuis cette époque, se sont graduellement accrus, jusqu'à ce qu'au 30 juin dernier, ils aient atteint cette lourde somme de \$1,365,230 63.

En retranchant du total de la dépense le montant des dépôts de garantie de chemins de fer, remboursé pendant l'année, ainsi que les subsides de chemins de fer, l'état serait le suivant :

Dépenses.....	\$4,907,281 71
Recettes.....	3,923,238 70
Déficit	\$ 984,043 01

Je laisse à la chambre le soin de tirer de ces chiffres ses propres conclusions sur le succès de nos devanciers dans leurs efforts d'équilibre budgétaire.

Cette différence énorme entre les prévisions budgétaires du gouvernement précédent et l'état réel de ses dépenses de cette année. (1896-97), exige, je le comprends quelques explications de détail que la Chambre me permettra de lui donner en aussi peu de mots que possible.

Ainsi, des diminutions dans les recettes se sont produites sous les chefs suivants :

Les montants reçus et distribués par les Sherifs pour le fonds des bâties et des jurés, \$14,326.16, et par les percepteurs du revenu provincial, pour les licences, \$47,239.61, n'ayant pas été inclus dans les prévisions budgétaires, ne sont pas compris dans les recettes et les dépenses dans les comparaisons suivantes :

Puissance du Canada. (Diminution).....	\$20,615 72
Ceci représente l'intérêt pour une année, sur certains fonds en fidéi-commis appartenant à cette province ; cet intérêt ayant été retenu par le gouvernement du Canada, depuis le mois de janvier 1895, sous le prétexte qu'il pourra lui être dû une balance par la province, au règlement final des comptes maintenant soumis à l'arbitrage.	
Terres de la Couronne. (Diminution).....	\$74,106 74
L'explication de cet écart donné par le département des Terres de la Couronne est que l'estimation budgétaire comprenait des ventes de limites à bois qui n'ont pas eu lieu.	
L'administration de la Justice, y compris les timbres judiciaires et d'enregistrement, (Diminution).....	\$4,452 83
La principale diminution de ce chef est dans le produit de la vente des timbres judiciaires, le recette ayant été de \$7,773.20 en moins, tandis que les timbres d'enregistrement ont produit \$3,875.90 en plus.	
Licences, revenu net. (Diminution).....	\$36,063 19
Taxes directes sur les corporations commerciales. (Diminution).....	\$25,595 97
La diminution sous ces deux chefs pourrait s'expliquer par l'oubli de nos prédécesseurs de veiller strictement à la perception des taxes, durant la dernière période électorale.	
Taxes sur les Mutations de Propriétés. (Diminution)..	\$ 125,143 01
Cette taxe a été abolie par un acte de la dernière session, et \$74,856 99, sur les \$200,000 prévues, ont été perçues. Dans son discours budgétaire de la dernière session, l'honorable M. Atwater avait déclaré qu'il ne s'attendait pas, à cause de ce changement, à percevoir sous ce chef, plus qu'une somme de \$60,000 durant l'année.	
Entretien des Aliénés. (Diminution).....	\$ 43,157 43
Sur les \$52,500 00 indiquées comme le montant probable des perceptions sur les municipalités et les patients, pour ce service durant l'année, \$9,342 57 seulement ont été perçues.	

... \$20,615 72

ains
in-
uis
être
mp-

... \$74,106 74

des
om-

ju-
... \$4,452 83

vit
de
ent

... \$36,063 19

mi-
... \$25,595 97

ner
la
e.

... \$ 125,143 01

on,
es.
ra-
use
ane

... \$ 43,157 43

ble
ce
es.

Ecoles de Réforme et d'Industrie. (Diminution)..... \$ 16,576 28

\$923 72 seulement, sur les \$17,500, prévues dans le budget, ont été perçues des municipalités endettées sous ce chef, durant l'année.

Intérêt sur le prix du Q. M. O. & O. (Diminution).... \$ 8,604 93

La diminution sur l'estimation de ces intérêts est causée par la réduction des taux d'intérêt accordé par les banques, où certaines portions du prix de ce chemin de fer sont déposées.

Remboursement de la Taxe des Subsidés de Chemins de Fer. (Diminution)..... \$ 29,836 96

Le montant prévu avait été de \$30,000, et \$163 04 seulement ont été perçues.

Par un jugement de la Cour Supérieure, l'imposition de cette taxe en vertu de la loi de 1890, fut déclarée illégale, et cette loi fut amendée en conséquence, en 1895. Depuis la passation de cette première loi, en 1890, le montant total perçu des compagnies de chemins de fer a été de \$74,938 68, dont \$37,840 93 furent remboursées aux compagnies, en vertu d'un arrêté en Conseil, et \$3,206 80 ont été déboursées en frais de poursuite pour recouvrement de cette taxe.

Un montant de \$125,869 85 s'est accru sous ce chef depuis que la loi a été amendée, et se trouve actuellement dû par les compagnies de chemins de fer.

Les services suivants accusent aussi une diminution sur les prévisions budgétaires, savoir :

Taxes sur les honoraires des officiers publics. (Diminution)..... \$ 1,365 13

Contributions au fonds de pension du service civil. (Diminution)..... 787 39

Contributions des compagnies d'assurances provinciales. (Diminution)..... 123 67

Loyer des edifices publics. (Diminution)..... 214 40

Toutes ces diminutions réunies forment un total de.... \$386,643 65

A Reporter..... \$386,643,65

Report.	\$386,643 65
Mais il faut en déduire les montants suivants qui représentent l'augmentation sur les prévi- sions budgétaires dans certains services :	
Taxes sur les Successions.	\$59,441 72
Intérêt sur Prêts & Dépôts.	15,556 71
Législation.	391 39
Gazette Officielle.	137 58
Revenu casuel.	1,570 62
Escompte & change.	1,141 15
	\$78,239 17

Montant auquel il faut ajouter les recettes
suivantes provenant des services non compris
dans les prévisions, pour sommes dues anté-
rieurement à l'abolition des taxes :

Licences de manufactures et de commerce.	10,393 77
Taxes directes sur certaines personnes.	3,507 74
Frais d'inspection des chemins de fer.	204 00

Formant un total de. \$92,344 68

Et laissant une diminution des recettes sur les prévi-
sions budgétaires de mon prédécesseur de. \$294,298 97

RECETTES EXTRAORDINAIRES, 1896-97.

Les recettes extraordinaires durant l'année ont été :

Montant reçu en à compte du prix de vente de l'immeu-
ble situé au coin de la Grande-Allée et de la rue Claire-Fon-
taine, à Québec.

\$ 2,500 00

Somme reçue en à compte du fonds de la cour d'Aylmer,
étant le montant payable par la cité de Hull, sous l'Acte 60
Vict. ch. 7. Ce montant est la balance due sur les débeatu-
res émises sous les Actes 12 Vict. ch. 112, et 18 Vict. ch. 164,
après déduction du montant placé au crédit de ce fonds.

17,976 14

\$20,476 14

.....	\$386,643 65	La Chambre me permettra maintenant de lui indiquer le détail des différences entre l'estimation des dépenses de l'année 1896-97, faite par mon prédécesseur, et la dépense réelle, telle qu'établie par les comptes publics qui viennent d'être déposés.
441 72		Je constate que les prévisions budgétaires pour cette année ont été dépassées sous les chefs de dépense qui suivent :
556 71		
391 39		Dette Publique, (augmentation)..... \$ 27,671 60
137 58		Cet excédant fut occasionné par le coût de la commutation des timbres appliqués au fonds inscrit (inscribed stock) de la province, émis pour les fins de la conversion de la dette, \$18,299 88, et, par un excédant d'intérêt sur les emprunts permanents et temporaires, au-delà du taux anticipé.
570 62		
141 15		Législation, (augmentation)..... \$ 93,934 46
239 17		Il y a eu ici un surcroît de dépenses pour salaires, indemnités, papeterie, etc., de \$ 8,829 78
		Et nulle prévision budgétaire n'est inscrite au budget pour les services suivants :
393 77		Dépenses d'élections :..... 72,879 60
507 74		Indemnité aux réviseurs des listes électorales, à Québec, Montréal, Trois-Rivières..... 12,225 08
204 00		
.....	\$92,344 68	\$93,934 46
prévi-		Gouvernement Civil, (augmentation)..... \$ 26,003 69
.....	\$294,298 97	
07.		Durant cette année, les salaires ont dépassé l'estimation budgétaire de \$8,104 03, et les contingents de \$17,899 66. Ce surcroît de dépenses dans les salaires provient principalement de la réorganisation des départements sous la loi de la dernière session. Comprise dans cette augmentation, se trouve la somme de \$1000, payée au Révérend M. Rexford, ex-député Secrétaire de l'Instruction Publique, pour arrérages à lui dûs.
é :		
nmeu-		
e-Fon-		
.....	\$ 2,500 00	
ylmer,		
ete 60		
beatu-		
h. 164,		
ls....	17,976 14	
	\$20,476 14	
		Le Bureau du Lieutenant Gouverneur... 399 12
		Conseil Exécutif 400 00

Secrétaire de la Province	3,430 28
Procureur Général.....	2,375 15
Terres de la Couronne, depuis Département des Terres, Forêts & Pêcheries.....	2,337 56
Agriculture & Colonisation, depuis Département de l'Agriculture	100 00
Colonisation & Mines.....	3,284 08
Travaux Publics.....	3,825 00
Instruction Publique.....	1,000 00
Trésor.....	739 47
Administration de la Justice.....	96,028 19

Sous ce dernier chef, les montants des dépenses qui ont excédé l'estimation budgétaire sont comme suit :

Contingents des Shérifs.....	\$58,044 90
Protonotaires, Greffiers des Cours de Circuit, Greffiers de la Paix, Coroners, Magistrats de District, etc.....	23,891 01
Poursuites criminelles.....	1,805 47
Dépenses diverses.....	7,639 42
Salaires des sténographes.....	6,296 60

Total..... \$97,677 40

Moins montant non dépensé sur le fonds des bâties et des jurés

\$96,028 19

Police. (Augmentation).....	\$ 183
Ecoles de Réforme et d'Industrie.....	1,513
Dépenses des Bureaux Publics.....	400
Instruction Publique, Arts & Manufactures.....	30,800
Ceci comprend \$27,900 payées en vertu de l'acte 60 Vict. ch. 3 ; \$3,300 dépensées en sus de l'estimation, au compte des	

3,439 28	Arts & Manufactures, et de la transcription des Archives, et 500 pour le Musée Provencher, (histoire naturelle).	
2,375 15	Agriculture, Immigration et Colonisation, (augmentation).....	\$152,895 75
2,337 56	Cette augmentation se répartit comme suit :	
100 00	Cercles agricoles.....	\$17,343 92
3,284 08	Cie. d'exposition de Montréal.....	28,000 00
3,825 00	do de Sherbrooke.....	7,500 00
1,000 00	do des Trois-Rivières.....	5,000 00
739 47	Ecole des Ursulines de Roberval.....	2,501 83
06,028 19	Améliorations aux chemins ruraux.....	4,000 00
	Surcroit de dépenses pour l'Agriculture...	\$ 64,345 75
	Surcroit de dépenses pour chemins de Colonisation.....	88,800 00
		\$153,145 75
58,044 90	Moins reliquat non dépensé sur estimation pour immigration.....	250 00
		\$152,895 75
23,891 01	Travaux Publics. (augmentation).....	\$ 55,923 00
1,805 47	Ici l'augmentation des dépenses sur l'estimation budgétaire a été comme suit :	
7,639 42	Pour loyers, assurances et réparations....	\$30,196 39
6,296 60	Inspections....	15,028 38
07,677 40	Réparations aux cours et prisons.....	10,698 23
1,649 21		\$55,923 00
06,028 19	Institutions de bienfaisance. (Compris les asiles d'aliénés. (Augmentation)....	\$ 28,178 52
..... \$ 183	\$28,441.02 ont été dépensées pour les asiles d'aliénés, en de l'estimation, et \$262.50 de moins, sur le compte des institutions de bienfaisance proprement dites.	
..... 1,513	Services divers. (Augmentation).....	\$155,161 90
..... 400	Sous ce chef \$83,225.33 ont été surpayées sur dépenses prévues dans le budget, et \$73,144.02 ont été dépensées pour	
..... 30,800		
60 Vict.		
mppte des		

des objets pour lesquels aucune prévision budgétaire n'a été faite, tandis que sur trois chefs des dépenses prévues, \$1,208.05 ont été déboursés en moins de leur estimation.

Taxes ou remboursements sur le fonds des subsides de chemins de fer. (Augmentation).....	\$ 8,355
--	----------

Dans le cours de l'année, \$7,942.05 qui avaient été perçues de la Cie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, lui ont été remises, sur un arrêté en Conseil, et, \$413.17 ont été déboursées en frais de poursuites pour le recouvrement de cette taxe. Aucune prévision budgétaire n'avait été faite pour cette dépense.

Ce qui précède indique un surcroît de dépenses ordinaires sur l'estimation budgétaire, de.....	\$677,049
--	-----------

Cet excédent des dépenses ordinaires mis en compte avec la différence en moins de la recette réalisée, sur celle prévue dans le budget, s'élevant à la somme de....	\$294,298
---	-----------

Constitue un écart de.....	\$971,348
indiquant la différence exacte entre les prévisions budgétaires de mon prédécesseur, pour l'exercice de 1896-97, et le résultat réel des opérations de cette année.	

D'autre part, le déficit réel dans cet exercice, entre le revenu ordinaire et la dépense ordinaire, est de.....	\$810,484 20
---	--------------

Et, si l'on ajoute à ce montant, le prétendu surplus que mon prédécesseur avait annoncé pour ce même exercice, de.....	\$160,864 68
	\$971,348 88

DEPENSES EXTRAORDINAIRES DE 1896-97.

Mon prédécesseur indique dans son estimation des dépenses extraordinaires, pour travaux publics et constructions de l'année, une somme de.....	\$ 10,228
La dépense réelle a été de.....	\$176,832

Excédant de l'estimation budgétaire.....	\$166,604
--	-----------

ne n'a été \$1,208.05		Sur cet excédant, \$157,137.31, représentent les frais de réparations et l'ameublement au Palais de Justice de Montréal, \$8,277.83, dépenses en rapport avec la prison de Montréal, et, \$1,261.49, le prix de l'ameublement des Palais de Justice de Hull et de Bryson; d'un autre côté, sur l'estimation pour travaux aux édifices parlementaires, \$72.35 n'ont pas été dé-
osides de	\$ 8,355	pensées.
été per- leurs, lui 7 ont été ement de été faite		Une partie du terrain situé sur la Grande Allée, à Québec, qui fut acheté par le gouvernement en 1891, ayant été vendu aux Sœurs Francisquines, il est devenu nécessaire de payer la totalité du prix d'achat de cette propriété, savoir: \$30,000.00, pour la dégrever du privilège du bailleur de fonds, afin d'en donner un titre parfait aux Révérendes Sœurs.
ordinai-	\$677,049	Le montant payé durant l'année pour intérêts sur les déventures du Palais de Justice d'Aylmer et en à-compte du fonds de ce Palais de Justice a été de \$1,518.60, étant \$56.00 de moins que l'estimation.
pte avec e prévue	\$294,298	Le remboursement sur le dépôt des garanties de chemins de fer a été de \$104,665.16, en sus de l'estimation, à cause de l'annulation de la garantie du gouvernement sur une partie des obligations de la Compagnie de chemin de fer de Québec et du Lac St. Jean, et la remise du
.....	\$971,348	dépôt correspondant; mais ces remboursements étant maintenant effectués à même le produit des emprunts, ils n'affectent pas le compte de la recette et de la dépense. Comme le remboursement de ces dépôts de garantie a été fait durant l'année 1896-97, à même les emprunts, l'estimation de l'hon. H. Taillon, du total prévu de ces recettes et de ces dépenses, pour l'exercice de 1896-97 (moins les subsides de chemins de fer), et son estimation de la différence de \$127,459.78 devra être modifiée en conséquence; mais les comptes publics font voir qu'en se basant sur les données qu'il a adoptées en faisant ses estimés, le résultat serait comme je l'ai dit plus haut, un déficit total, sans tenir compte des subsides de chemin de fer, de \$1,365,230.63 au lieu du déficit de \$127,459.78 qu'il avait prévu.
s budgés- -97, et le		
0,484 20		
60,864 68		
1,348 88		
896-97.		
des dé- structions		
.....	\$ 10,228	Je crois avoir démontré d'une manière incontestable que, loin d'avoir diminué le passif de cette province, comme il le prétendait, le gouvernement auquel nous succédons l'a fortement augmenté, et, qu'au lieu d'avoir rétabli l'équilibre financier, il a surchargé le budget de la dernière année de son administration du déficit énorme que je viens d'indiquer. On a prétendu que les chiffres officiels étaient inexacts, et de nature à tromper l'opinion publique, en imputant au compte de l'année dernière des dépenses qui auraient dû se solder aux dépenses de l'année en cours. Ceux qui soutiennent cette prétention invoquent à son appui le fait que nous avons émis des mandats spéciaux, dont la somme s'impute au dernier exercice. Mais il ne faut pas oublier que les dettes nécessitant ces mandats
.....	\$176,832	
.....	\$166,604	

n'étaient pas de notre provenance, qu'elles avaient été contractées et étaient devenues exigibles à l'époque de notre avènement au pouvoir, et qu'à cette époque les dépenses de l'année 1896-97, (moins celles pour subsides de chemins de fer et pour remboursement des fonds de garantie des chemins de fer durant l'année,) avaient été de \$741,242.10 en excès du revenu perçu jusqu'à la date de cet avènement. Afin de solder ce déficit et les déficits des années antérieures, mentionnés dans l'exposé budgétaire de la dernière session, le gouvernement précédent s'était servi d'une partie du produit des emprunts qui aurait dû être employé uniquement au paiement des subsides de chemins de fer. Le gouvernement actuel, déterminé de ne pas continuer cette pratique, fit un emprunt temporaire de \$700,000.00, qu'il déposa en banque, pour remplacer jusqu'à leur concurrence, les montants détournés de leur destination originaire. Les états détaillés qui suivent des opérations de caisse pour l'année financière 1896-97, et pour la période entre le 30 juin 1892 et le 30 juin 1897 confirment cette prétention.

Plusieurs des crédits votés se trouvaient déjà épuisés. Les mandats spéciaux émis par nos prédécesseurs, dans le cours de cette année financière, avant le 26 mai, se sont élevés à \$303,701.44 dont \$297,300.76 furent dépensés. Les mandats spéciaux émis par le gouvernement actuel après son avènement se sont élevés à \$281,628.16 dont \$258,586.49 furent dépensés. Un examen des objets pour lesquels ces mandats furent émis tel qu'énoncé dans les derniers comptes publics, aux pages 330 à 336, établit comme je viens de le dire, qu'ils étaient absolument nécessaires pour solder les obligations de l'année 1896-97 qui existaient à l'époque de la démission du gouvernement qui a précédé celui-ci.

Le gouvernement précédent avait, en outre, par une législation adoptée dans les dernières semaines de la session, imposé au Trésor, le paiement de fortes sommes auxquelles il n'avait pas été pourvu dans le budget de l'année. Il fallait bien les solder, et rien ne nous justifiait de reporter sur l'année en cours des dettes contractées et échues durant l'année précédente. C'eût été décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année, en dissimulant la situation réelle. Mais, pour mettre fin à ce déconfort, et faire honneur aux engagements qui l'avaient occasionné, il nous fallait un montant considérable que nous ne pouvions nous procurer qu'au moyen d'un emprunt temporaire, à moins de détourner de sa destination réglée par la loi ce qui restait du produit des derniers emprunts affectés à un emploi déterminé. Nous n'avons pas voulu recourir à cet expédient si hautement condamné par nos devanciers comme une irrégularité coupable, quoiqu'ils l'aient pratiquée eux-mêmes plus tard, et nous avons préféré, par la voie régulière, recourir au seul moyen qui nous restait celui d'un emprunt temporaire, en attendant que la Législature nous auto-

été contractées et étaient au pouvoir, et qu'à cette fin pour subsides de chemins de fer, la garantie des chemins de fer, l'excès du revenu perçu, le déficit et les déficits budgétaires de la dernière année d'une partie du produit au paiement des emprunts, déterminé de ne pas dépasser \$700,000.00, qui, en l'absence, les montants détaillés qui suivent, 1897, et pour la période de prévision.

puisés. Les mandats de cette année financière ont \$297,300.76 furent effectivement payés après le 1^{er} juillet 1896. Les dépenses furent de \$586.49 furent dépensées pendant l'année précédente. Les mandats furent émis de \$330 à \$336, établissant un déficit nécessaire pour solder la période de la démission.

une législation adoptée par le Trésor, le paiement des dépenses dans le budget de l'année précédente de reporter sur l'année précédente. L'année précédente n'a pas été d'un procédé irrégulier à continuer ces dépenses. Mais, pour les dépenses qui l'avaient, nous ne pouvions pas à moins de détourner le produit des derniers emprunts. Nous ne voulons pas recourir à ces dépenses comme une irrégularité plus tard, et nous ne pouvons pas nous en débarrasser. La législature nous autorise

à consolider par un emprunt permanent la dette flottante ainsi accumulée avant notre avènement.

Je cite sans commentaires ces faits, dont on ne peut contester l'exactitude, laissant à la Chambre le soin de les apprécier.

OPÉRATIONS DE CAISSE, 1896-97.

Il y avait en argent en banque, le 30 juin

1896.....	\$784,799 40	
Moins mandats non payés.....	173,122 28	
		\$611,677 21

Il avait été reçu du produit des emprunts, entre le 1^{er} juillet 1896 et le 30 juin 1897 :

Balance de l'emprunt de		
1896	\$1,124,200 00	
Emprunt de 1897.....	1,224,000 00	
		\$2,348,200 00

Sur lesquels il a été payé pendant la même période :

Subventions de chemins de fer.....	\$1,339,857 23	
Chemin de fer Q.M.O. & O.	6,617 78	
Dépôts de garantie.....	381,187 62	
		\$1,727,662 63
		\$ 620,537 37

Laissant un balance de..... \$1,232,214 58

Dont il a été disposé comme suit :

Les dépenses totales, à part les subventions de chemins de fer, du chemin de fer de Q. M. O. & O. et des remboursements de dépôts de garantie des chemins de fer, entre le 1^{er} juillet 1896 et le 30 juin 1897 se sont élevés à :

Dépenses ordinaires.....	\$4,685,450 42	
do extraordinaires.	206,832 28	
Dépôts en fidéi-commis...	14,999 01	
		\$4,907,281 71

Le revenu total, du 1^{er} juillet 1896 au 30 juin 1897, s'est élevé à :

Revenu ordinaire.....	\$3,874,966 22	
Vente de propriétés.....	2,500 00	
Dépôts en fidéi-commis...	45,772 48	
		\$3,923,238 70

3 Déficit..... \$984,043 01

Balance en main.....	8248,171 57	
Ajoutez: montant provenant d'emprunt temporaire....	700,000 30	
Balance en caisse le 30 juin 1897.....	8948,171 57	
Savoir:		
Argent en banque.....	\$1,391,428 65	
Moins mandats non payés.....	443,257 08	
	<u>8948,171 57</u>	

OPÉRATIONS DE CAISSE, DU 30 JUIN 1892 AU 30 JUIN 1897.

L'état suivant contient les opérations de caisse pendant la période s'étendant du 30 juin 1892 au 30 juin 1897.

L'en caisse, le 30 juin 1892 était de.....	\$1,331,855 29	
Moins mandats non payés.....	555,028 10	
	<u>8 776,827 19</u>	
Le montant du produit des emprunts s'élevait à.....	18,119,138 72	
Sur lesquels il a été payé :		
Emprunt de 1891.....	\$3,860,000 00	
Emprunt de 1893.....	4,106,461 00	
Partie de l'emprunt de 1896.....	\$2,725,333 33	
Prime sur ce dernier montant	290,510 53	
	<u>3,015,853 86</u>	
	<u>10,982,314 86</u>	
Laissant une balance de.....	\$7,137,003 86	
Sur lesquels il a été payé :		
Emprunts temporaires non payés au 30 juin 1892.....	\$1,550,000 00	
Subventions de chemins de fer.....	4,208,489 13	
Chemin de fer Q.M.O. & O.	68,574 17	
Dépôts de garantie de chemins de fer, dus en 1896-97....	381,187 62	
	<u>86,208,250 92</u>	
A reporter.....	\$928,752 94	\$776,827 19

.....	\$248,171 57
e....	700,000 00
.....	<u>\$948,171 57</u>
28 65	
57 08	
.....	<u>\$948,171 57</u>

0 JUIN 1897.

pendant la période

55 29	
28 10	
—	\$ 776,827 19
8 72	

4 86
3 86

0 92

2 94 \$776,827 19

Report \$928,752 94 \$776,827 19

Balance du produit des emprunts qui aurait dû être en caisse, le 30 juin 1897, pour payer les subventions des chemins de fer, chemin de fer Q. M. O. & O. et les dépôts de garantie des chemins de fer... 8 928,752 94

Formant avec l'argent en caisse, un total de : 81,705,580 13

Dont il a été disposé comme suit :

Déficit du revenu pour faire face aux dépenses, à part les subventions de chemins de fer et les emprunts temporaires, du 30 juin 1892 au 30 juin 1896 s'élevant, tel qu'il est établi par le discours sur le budget du 9 décembre 1896, à 475,365 55

Et le déficit de l'année terminée le 30 juin 1897, à part des subventions de chemins de fer et des remboursements de dépôts de garantie des chemins de fer, qui ont été payés en 1896-97 avec les produits d'emprunts, s'élèverait à 984,043 01

Soit un déficit total, en cinq ans, de 1,457,408 56

Laissant une balance de 248,171 57

Et ce déficit s'est produit quoique les recettes provenant des nouvelles taxes, aient excédé le montant des dépôts de garantie des chemins de fer remboursés pendant les cinq ans, de \$862,277 89. Pourtant il avait été déclaré formellement, que les taxes nouvelles étaient destinées à éteindre les dépôts de garantie et à en dépriver le revenu annuel.

Pour faire face à ce déficit de \$1,457,408 56, les \$776,827 19 qui étaient en caisse le 30 juin 1892, ont été employées, et la balance de \$680,581 37 a été prise sur les produits des emprunts; ne laissant qu'une balance de \$248,171 57 en caisse, dont \$88,087 13 seulement peuvent être employées à payer certains dépôts en fidéi-commis.

En pareilles circonstances, le gouvernement actuel a cru nécessaire d'emprunter \$700,000 à l'aide d'un emprunt temporaire, pour rétablir la balance des produits des emprunts à déposer en banque, pour n'être employés qu'aux destinations spécifiées dans les lois qui les autorisent.

L'argent en mains au 30 juin 1897 était donc composé de	
la balance sus mentionnée de	248,171 57
et du montant de l'emprunt temporaire	700,000 00
Comme suit :	948,171 57

Argent en banque	\$ 1,391,428 05
Moins mandats non payés	443,257 08
	\$ 948,171 57

Dont \$928,752 94 appartenaient aux produits des emprunts.

Voilà pour le passé. J'aborde maintenant

L'ANNÉE COURANTE, 1897-98.

En repassant les prévisions budgétaires des recettes et des dépenses pour l'année courante, 1897 98, j'en arrive à croire que les prévisions des recettes ont été plus élevées qu'on n'avait droit d'espérer, en ce qui regarde certaines sources de revenu ; et il me semble aussi que les dépenses doivent dépasser de beaucoup les prévisions, vu les nouvelles charges qui ont été imposées par la législation de la dernière session.

Dans les prévisions des recettes, le revenu des Terres de la Couronne est évalué, à

\$1,067,700 00

Le revenu net des licences à

630,000 00

Les perceptions des taxes des compagnies de chemins de fer, sur le remboursement des subventions de chemin de fer, à

30,000 00

Je suis d'opinion que ces prévisions sont excessives et seront difficiles à réaliser. Il est douteux que les Terres de la Couronne, et les Mines puissent produire plus de \$1,000,000.00 ; et que les recettes nettes des licences puissent s'élever à plus de \$600,000.00. Si le passé doit être considéré comme la règle de l'avenir, en ce qui concerne la taxe des subventions de chemins de fer, le fait de n'avoir perçu l'année dernière que \$23,04 sur une évaluation de \$30,000 n'est pas encourageant.

Le gouvernement fédéral voudra peut-être aussi retenir, comme il l'a fait l'an dernier, les \$20,615.72 d'intérêt sur les fonds en fidé-commiss, qu'il nous détient en attendant la décisions finales de l'arbitrage provincial.

D'un autre côté, nous recevons environ \$15,000 de plus que les prévisions pour taxes directes sur les corporations commerciales, et les intérêts sur les dépôts seront au moins de \$15,000 de plus qu'on ne les a évalués.

Il y a aussi les arrérages de taxes que nos prédécesseurs n'ont pas perçus et dont on pourra obtenir \$10,000 ou \$20,000, en s'en occupant avec soin.

imposé de	
.....	248,171 57
.....	700,000 00

	948,171 57
.....	
.....	428 65
.....	257 08
.....	
.....	171 57
s emprunts.	

es et des dépenses pour
prévisions des recettes
e qui regarde certaines
ses doivent dépasser
qui ont été imposées

res de	
.....	\$1,067,700 00
.....	630,000 00
ins de	
fer, à	30,000 00

s et seront difficiles à
et les Mines puissent
des des licences puis-
tre considéré comme
ventions de chemins
3.04 sur une évalua-
etenir, comme il l'a
n fidéi-commis, qu'il
age provincial.

plus que les prévi-
tales, et les intérêts
ne les a évalués.
eurs g'ont pas per-
occupant avec soin.

Malgré tout mon désir de faire des économies, c'est une tâche bien difficile que de réduire les dépenses des crédits qui ont été votés par la Législature, et, même si les dépenses de l'année courante devaient, en ce qui concerne ces services, être limitées au montant des prévisions premières, les charges imposées par les statuts passés après le vote des crédits, à la session dernière, devront ajouter environ \$150,000 aux dépenses de l'année.

L'intérêt sur l'emprunt de 1897, pour payer les 17 cents et demie par acre des subventions aux chemins de fer, et l'intérêt sur l'emprunt temporaire nécessité par le déficit, s'élèveront à plus de

\$60,000 00

L'augmentation causée par la réorganisation des départements, à

7,700 00

Les traitements des sténographes des tribunaux, à

7,000 00

Les contributions annuelles aux écoles élémentaires, à

50,000 00

Les allocations accordées aux expositions à

18,600 00

La révision du Code, à

6,600 00

L'octroi à l'école des Ursulines de Roberval, à

2,500 00

De plus les articles suivants n'ont pas été inclus dans les prévisions budgétaires, mais doivent être payées :

Primes d'assurances sur les édifices publics et qui de-

19,050 00

viennent dues pendant cette année.....

Loyer de maisons à Rimouski et à Montréal.....

2,000 00

Coût du séquestre, chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

7,500 00

Hôpital des aliénés protestants, 59 Vict. Ch. 5.....

8,325 00

Coût des valises pour les députés.....

2,940 00

Dépenses d'élections.....

2,000 00

Le montant qui doit être dépensé pour l'agriculture a été également augmenté de \$14,000 pour les articles mentionnés dans le budget supplémentaire.

Dans les dépenses extraordinaires des travaux et édifices publics, on devra dépenser pour les Palais de Justice de Montréal et de Québec, ainsi que pour les ponts en fer, environ \$24,000 de plus que les prévisions, mais les \$16,000 qui ont été alloués pour les édifices du Parlement ne seront pas dépensés, et il reste ainsi une augmentation nette d'environ \$8,000.

Ainsi, par suite d'aucun acte ou faute du gouvernement actuel, mais à cause des obligations additionnelles imposées par nos prédécesseurs, le surplus que prévoyait l'honorable Trésorier Atwater dans son discours sur le budget, le 9 décembre 1896, peut disparaître. Toutefois, tous les efforts seront tentés pour éviter un résultat de ce genre, et j'ai l'espoir qu'avec l'aide de la députation, en réduisant les dépenses à leur plus simple expression, j'y arriverai.

COMPTE DE L'ANNÉE 1898-99.

J'en viens maintenant aux comptes de l'année 1898-99, dont je soumetts dessous les estimations de recettes et de dépenses préparées avec le plus grand soin, et qui, d'après des renseignements minutieux obtenus de chaque département, paraissent devoir se réaliser.

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1898-99.

PUISSANCE DU CANADA :

Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.....	\$959,252 80
Intérêts sur fonds en fidéi-commis	71,385 94
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4.....	127,460 68
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8.....	119,760 00

1,277,799 4

INTÉRÊTS :

Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.....	300,000 00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	20,000 00

320,000 0

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES.....

1,018,000 0

MINES.....

10,000 0

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :

Timbres judiciaires.....	185,000 00
Honoraires judiciaires.....	14,000 00
Fonds de bâties et des jurés (Revenu net).....	25,000 00
Entretien des prisonniers.....	10,000 00
Gardes des prisons de Montréal et Québec.....	4,000 00
Amendes.....	200 00
Prison de Montréal.....	4,000 00
Autres prisons—(gain des prisonniers).....	100 00
Palais de justice de Montréal.....	3,000 00
Honoraires de grand connétable, Québec.....	500 00

245,800 0

Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés).....

65,000 0

Licences. (Revenu net).....

625,000 0

Taxes directes sur les corporations commerciales.....

160,000 0

Droits sur successions.....

225,000 0

Commissions sur honoraires d'officiers publics.....

8,060 0

do sur renouvellement d'hypothèques.....

200 0

Entretien des aliénés.....

55,000 0

Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....

29,450 0

Législation.....

8,000 0

Gazette Officielle.....

21,850 0

Loyers d'édifices publics.....

1,000 0

Revenu casuel.....

5,500 0

Compagnie d'Assurances Provinciales, contributions.....

400 0

Contributions aux pensions, Service civil.....

5,000 0

Prime, Escompte et Change.....

1,000 0

Taxes sur les subventions de chemins de fer.....

4,081,969

10,000 0

84,091,999

ETAT F.

DÉPENSES PROBABLES 1898-99.

8-99.

		\$	cts.
8059,252 80	Dette publique.....	1,603,995	72
71,385 94	Législation.....	190,476	50
127,460 68	Gouvernement civil.....	270,626	19
119,700 00	Administration de la Justice, etc.....	548,710	00
1,277,799 4	Instruction publique, etc.....	425,010	00
360,000 00	Agriculture.....	159,650	00
20,000 00	Terres, Forêts & Pêcheries.....	124,000	00
320,000 0	Colonisation & Mines, etc.....	122,500	00
1,018,000 0	Travaux et édifices publics—Ordinaires.....	96,612	76
10,000 0	Institutions de bienfaisance (y compris les asiles d'aliénés).....	334,675	75
185,000 00	Services divers.....	171,200	00
14,000 00	Travaux et édifices publics—Extraordinaires.....	4,047,456	92
25,000 00		4,427	08
10,000 00		4,051,884	00
4,000 00	Remboursement de dépôts de garantie de chemin de fer.....	\$ 99,630	37
200 00	Subventions de chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.....	511,942	50
4,000 00		611,572	87
100 00		84,663,456	87
3,000 00	Comme on le voit par les tableaux qui précèdent, les		
500 00	revenus probables de cette année, 1898-99, seront, d'après		
245,800 0	l'estimation que j'en fais, de.....	\$ 4,091,999	42
65,000 0	D'autre part, j'estime que les dépenses s'élèveront à...	4,051,884	00
625,000 0	Donnant un surplus de.....	\$ 40,115	42
160,000 0	Pour atteindre ce résultat, il faudra, comme on le voit, opérer des		
225,000 0	réductions considérables sur la dépense des années précédentes, et nous		
8,000 0	espérons y réussir, par une prudente économie et une judicieuse distribution		
29,450 0	des fonds publics, sans porter préjudice aux différents services auxquels		
8,000 0	s'appliquent ces réductions. Elle s'impose, du reste, à cause de la néces-		
21,850 0	sité absolue où se trouve notre province d'arrêter l'accroissement de son		
1,000 0	passif par l'accumulation de nouveaux déficits auxquels nous nous sommes		
5,500 0	engagés à mettre un terme.		
400 0			
5,000 0			
1,000 0			
4,081,999 0			
10,000 0			
\$4,091,999 0			

ETAT G.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec
au 30 juin 1897.

PASSIF.

Dette consolidée.....	\$34,196,654 08
Emprunt Temporaire.....	700,000 00
Dépôts en fidéi-commis.....	287,039 47
Dépôts des Compagnies de chemin de fer—Pour paiement des intérêts garantis des obligations.....	370,174 35
Mandats impayés.....	443,257 08
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues.....	8469,494 79
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52½ cts. par acre, autorisées mais non encore dues.....	652,472 29
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange.....	1,121,967 08
Obligations du Palais de Justice de Québec.....	25,218 75
	200,000 00
	<u>837,344,310 81</u>

ACTIF.

Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O., déposé en banque.....	\$353,390 00
do do placé en \$20,000 d'o- bligations de la pro- vince de Québec, emprunt de 1878, achetées à 109%...	31,610 00
do do placé en obligations du palais de justi- ce de Québec.....	200,000 00
do do placé en obligations de la cité de Qué- bec.....	15,000 00
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. 7,000,000 00	
Allocation de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, cha- pitre 8.....	7,600,000 00
Argent en banque.....	2,394,000 00
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété.....	1,391,428 65
Réclamation <i>in re</i> feu l'honorable Thomas Metreevy.....	5,391 11
Avances à divers.....	100,000 00
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	161,832 89
	200,000 00
	<u>11,852,652 65</u>
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1897.....	825,491,658 16

OBSERVATIONS.

Province de Québec

.....	834,196,654 08
.....	700,000 00
.....	287,039 47
garantis des	
.....	370,174 35
.....	443,257 08
\$469,494 79	
652,472 29	
.....	1,121,967 08
.....	25,218 75
.....	200,000 00
837,344,310 81	

L'état précédant démontre que l'excédant du passif sur actif a été augmenté pendant l'année de.... \$3,335,311 86

Détaillé comme suit :

Dette consolidée, (augmentation).....	\$2,985,371 40
Emprunt temporaire	700,000 00
Dépôts en fidéi-commis, (augmentation).....	14,315 43
Obligations pour subventions (de chemins de fer, plus que l'année dernière).....	309,608 94
Mandats non payés, plus que l'année dernière.....	270,134 80
Les avances à l'école normale Jacques-Cartier et à d'autres ont été réduits de.....	15,387 40
	<u>\$4,294,818 06</u>
Tandis que d'autre part	
Les dépôts des garantie des chemins de fer ont été réduits de.....	352,877 04
Et l'argent en caisse est de.....,.....	606,629 16
Ins qu'en 1896.	<u>959,506 20</u>
Augmentation.....	\$3,335,311 86

DETTE CONSOLIDÉE

Le 30 juin 1896, la dette consolidée non payée était, après les comptes publics de cette date, de..... \$ 31,211,282 68

Le 30 juin 1897, elle figure dans les comptes publics de 1896-97, pour..... 34,196,654 08

Différence..... \$ 2,985,371 40

Sur cette différence la somme de \$13,733 33 est le montant à la valeur courante de l'emprunt de 1888, pour £722,000 sterling, pour l'élever au pair de change auquel tous les autres emprunts ont été lancés en sterling, et auquel taux de change ils doivent être comptés pour la conversion de la dette ; le montant réel de la dette, qui est en sterling, n'en est pas affecté.....

13,733 33

L'augmentation réelle de la dette consolidée, pendant l'année, est donc de..... \$2,971,638

Se composant comme suit :

Balance de l'emprunt de 1896.....	\$1,070,666 66	
Emprunt du 1er avril 1897	1,360,000 00	
Fonds inscrits 3 p. e. émis pour la conversion de £560,000 (\$2,725,333 30) de l'emprunt de 1896.....	3,350,984 74	
		\$5,781,651 40

Moins :

Obligations de l'emprunt de 1880, rachetées.....	\$ 84,680 00	
Obligations de l'emprunt de 1896 rachetées en conversion de la dette	2,725,333 33	
		\$2,810,013 33

Où

Nouveaux emprunts de 1896 et 1897.....	2,430,666 66	
Augmentation du principal de la dette en conversion, à être remboursée par un fonds d'amortissement annuel.....	625,651 41	
		3,056,318 07
Moins obligations de 1880 rachetées.....	84,680 00	

2,971,638

SUBVENTIONS DE CHEMINS DE FER

Dettes pour subventions de chemins de fer, au 30 juin 1896	\$ 812,358	
Subventions payables en vertu de la loi 60 Vic. ch. 4, 17½ cents sur 9,414,868 acres.....	1,647,601	
Subventions périmées et rétablies par 60 Vic. ch. 4.....	2,424	
		2,462,384
Déduire : subventions périmées pour insuffisance de longueur de construction de ligne.....	560	
A Reporter.....	\$2,461,824	

e, pendant
..... \$2,971,638

Report..... \$2,461,824 31

Payé pendant l'année.

Subventions en argent.....	\$139,509 00	
“ en terres à 35 cts. l'acre....	35,709 00	
“ “ à 17½ cts. do.....	1,164,638 33	
		<u>\$1,339,857 23</u>

Dettes pour subventions de chemins de fer au 30 juin

1897..... \$1,121,967 08

781,651 40

Dans l'Actif se trouve comprise la réclamation contre la succession de feu l'hon. Thomas McGreevy, pour \$100,000 qui lui furent avancées par la Banque Jacques-Cartier sur son contrat pour la construction du chemin de fer Q. M. O. & O., et remboursées à la banque sous l'autorité d'une résolution de cette Chambre, le 6 mai 1887.

Comme aucune possibilité ne paraît exister pour cette province de recouvrer ce montant, je crois que ces \$100,000.00 ne devraient plus apparaître, dans l'avenir, à notre avoir.

810,013 33

\$2,971,638

CONVERSION DE LA DETTE.

430,666 66

En vertu de la loi 60 Vie. ch.2 et conformément aux termes du contrat approuvé par ordre en Conseil du 17 avril 1897, la Banque de Montréal a, avant le 30 juin 1897, converti £560,000 d'obligations de l'emprunt du 1er mai 1896, payable le 1er mai 1936 et portant 4 pour cent d'intérêt, en £688,551.2.3 sterling d'obligations payables le 1er avril 1937, à 3 pour cent d'intérêt.

925,651 41

056,318 07

84,680 00

2,971,638

Le capital de la dette a donc été augmenté de £128,551.2.3 = \$625,651 41.

DE FER

u 30 juin

.. .. \$ 812,358

ch. 4, 17½

..... 1,647,601

ch. 4..... 2,424

..... 2,462,384

ace de lon-

..... 500

..... \$2,461,824

L'intérêt annuel à 4 p. c. sur £560,000.0.0 \$109,013 33

do à 3 p. c. sur £688,551.2.3 = \$100,528 46

Le fonds d'amortissement annuel

pour racheter £128,551.2.3 d'augmentation de

la dette en 40 ans est de £1,705.0.0..... = 8,297 67

108,826 18

Economie annuelle..... 8 187 20

En regard de cette économie annuelle se trouve le montant de la commutation des droits de timbres sur £688,551.2.3 qui à ½ p. c. s'élèvent à \$20,943.41.

Ainsi pour gagner la minime somme de \$187.20 par an, pendant 40 ans, la province a été forcée de payer \$20,943.41 au comptant. Or, l'intérêt à 3

p. c. de ce paiement au comptant représente une somme annuelle de \$628,30. Donc, au lieu d'économiser \$187,20 nous perdons réellement \$441,10 par an pendant quarante ans. Tel est le résultat pratique auquel sont arrivés nos honorables amis de l'opposition dans leur première tentative de conversion de la dette, et en pareilles circonstances, il est bien à propos de demander ce que deviennent les brillantes espérances que l'on nous avait fait entrevoir de pouvoir épargner \$200,000 par an, dans la transaction projetée rien que sur les intérêts.

En prévision de l'augmentation qui a lieu du capital de la dette, cette Chambre est sans doute anxieuse de connaître à quel chiffre cette dette s'élèvera, dans le cas où la conversion en serait effectuée, tel que projeté dans le contrat avec la Banque de Montréal.

A l'époque du contrat pour la conversion de la dette, les obligations non rachetées de la province, s'élevaient, au pair, à \$32,295,682 33.

En vertu de ce contrat, le montant total de ces obligations est convertible, sauf l'emprunt de Paris, du mois de décembre 1894, pour..... 5,332,976 00

Portant le chiffre des obligations convertibles à..... \$26,962,706 33

Si ces débetures sont converties au taux stipulé dans le contrat, la nouvelle émission sera de..... \$33,483,291 00

Si à ce montant l'on ajoute l'emprunt de Paris, du mois de décembre 1894 ... \$5,332,976 00

Et l'emprunt de 1897, de.... 1,360,000 00

Le montant de la Dette sera de..... 6,692,976 00

..... \$40,176,267 00

La conversion ne s'est pas, jusqu'ici, opérée très rapidement puisque depuis le 30 juin dernier \$426,386 seulement d'obligations ont été converties.

ARBITRAGE.

Depuis les remarques faites dans le discours sur le budget de la dernière session, le comité judiciaire du Conseil Privé a rendu un jugement renvoyant les appels de la Puissance du Canada et de la province de Québec, et confirmant le jugement de la Cour Suprême dans la cause de la réclamation de la Puissance, au nom des sauvages des lacs Supérieur et Huron, en vertu du traité Robinson, de 1850. On se souvient que l'appel avait été pris contre la décision de la Cour Suprême qui rendait la province de Québec responsable avec Ontario de toutes les augmentations d'annuités auxquelles ces sauvages, en vertu du traité, pouvaient avoir droit depuis la Confédération. L'affaire est maintenant renvoyée aux

une annuelle de \$628,300,000, à propos d'une réclamation de la Puissance contre Ontario et Québec, solidaires, représentant l'ancienne province du Canada, et la cause a été plaidée dernièrement, à Québec. On espère qu'une décision sera rendue au commencement du mois de janvier.

Les appels d'Ontario et de Québec de la décision des arbitres dans la cause du fonds des écoles communes ont été plaidés devant la Cour Supérieure, à Ottawa, au commencement du mois de novembre dernier. L'appel d'Ontario était basé sur la prétention que cette province n'était pas responsable des sommes perçues provenant des ventes de terres qui constituaient le fonds, et Québec, tout en maintenant la décision au sujet de la responsabilité d'Ontario, en a appelé contre la décision qu'une partie de ces sommes devaient être transférées au fonds d'améliorations du Haut Canada. Aucun jugement n'a encore été rendu sur ces appels.

Quand les jugements et les décisions finales seront rendus sur ces affaires du fonds commun des écoles et sur les réclamations des sauvages au sujet des traités Robinson, il ne restera, pour cette province, qu'à établir l'état des comptes, en le basant sur les décisions et les balances à recevoir ou à payer. Cela exigera, cependant, quelque temps, car les détails des comptes depuis la Confédération sont très volumineux et le travail ne peut être fait que par ceux qui sont familiers avec ces comptes et les conséquences des décisions en ce qui les concerne.

CONCLUSION.

M. l'Orateur, j'espère que cette Chambre me pardonnera de l'avoir retenu si longtemps sur un sujet aussi aride que celui des chiffres. Mais j'ai cru que dans les circonstances particulières où nous sommes, à l'avènement d'une administration nouvelle, il était nécessaire de définir clairement la situation financière dans laquelle les devanciers de cette administration ont laissé la province, et d'indiquer la politique qu'elle entend suivre à cet égard. Cette politique a été énoncée sur toutes les tribunes populaires durant la dernière période électorale, nous y avons promis de mettre fin au règne des déficits, de ne pas augmenter le passif déjà trop élevé de notre province et d'arriver à ce résultat au moyen de l'économie la plus rigoureuse. Cette tâche est d'autant plus difficile que nos devanciers, tout en réduisant notre revenu annuel, ont augmenté les dépenses dans de fortes proportions.

Ils avaient prétendu que, durant les cinq dernières années, notre passif avait été diminué, nos dépenses réduites et l'équilibre rétabli. L'exposé que je viens de faire à cette Chambre, appuyé de chiffres officiels et incontestables, démontre l'inexactitude de ces prétentions.

Au lieu de diminuer, notre passif s'est fortement accru, et nous trouvons dans les derniers comptes publics, qu'il y a pour l'année 1896-97, à la place de l'équilibre promis, un déficit qui approche le million.

Cette situation serait encore plus grave si nous donnions effet à toutes les promesses de nos prédécesseurs, faites depuis la dernière session lorsque leur mandat législatif était pratiquement expiré. Elles se chiffrent par millions, et, pour y faire droit, il n'y aurait qu'un recours, celui de l'impôt direct.

Notre devoir est de nous tenir dans les strictes limites de nos revenus et nous attendrons que nos comptes annuels se soldent par des surplus avant de nous croire justifiables d'accorder de nouvelles gratuités, en respectant toutefois les engagements auxquelles nous sommes légalement tenus. Je sais que la tâche est difficile ; mais je sais aussi que notre rigoureux devoir est de l'accomplir, et nous l'accomplirons, si la députation et le public intéressé veulent nous seconder.

Depuis bien longtemps nous nous sommes habitués à considérer le gouvernement de notre province comme une institution bienfaisante chargée de pourvoir à tous les besoins et à tous les progrès, sans exiger de retour. Une impression assez générale est répandue que l'on peut puiser librement dans le trésor public et que l'on est exempt de lui payer ses justes redevances. C'est ce qui fait que, pendant que nous dépensions des millions, la perception était paralysée et les arrérages s'accumulaient dans toutes les branches du service public, au détriment du revenu. Voilà pourquoi notre budget est aujourd'hui déséquilibré.

Le temps n'est-il pas arrivé de mettre fin à ce régime ruineux, qui ne peut aboutir qu'à l'impôt direct, s'il est continué, et de nous en rapporter, dans une certaine mesure, à l'esprit d'entreprise et à l'énergie individuelle pour la continuation des travaux dont, s'ils sont nés viables, le succès a été assuré par des contributions généreuses à même le Trésor public. C'est à cette condition que nous espérons replacer nos finances sur des bases solides et maintenir notre province au premier rang de la Confédération. Toute autre politique offre la perspective alarmante de conséquences dangereuses qui pourraient entraîner la ruine de notre autonomie provinciale. C'est pour éviter ces malheurs que le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger a résolu, en accomplissement des engagements qu'il a pris devant les électeurs, d'administrer cette province sur un pied de stricte économie, avec la certitude d'arriver au résultat désiré. Cette politique, je le répète, est essentielle à la conservation du crédit national, et elle assurera par l'équilibre indispensable entre nos revenus et nos dépenses de tous genres, le retour définitif et permanent des surplus annuels. C'est pour cet objet que la majorité populaire nous a portés au pouvoir, et c'est à cette œuvre que nous sommes déterminés de travailler consciencieusement et fidèlement. Mais pour y réussir il nous faut le concours cordial et désintéressé de la députation, et je fais appel à son patriotisme pour aider le gouvernement dans son travail de restauration.

donnois effet à toute
dernière session lorsque
Elles se chiffrent par
recours, celui de l'impo

ETAT A.

limites de nos revenus
lent par des surplus
elles gratuites, en res
nmes légalement tenus
que notre rigueur
la députation et le pu

situés à considérer le
stitution bienfaisante
us les progrès, sans
est répandue que l'on
on est exempt de la
ndant que nous dépens
es arrérages s'accumu
détriment du revenu
libré.

gime ruineux, qui ne
et de nous en rap
reprise et à l'énergie
s'ils sont nés viables
es à même le Trésor
placer nos finances sur
ier rang de la Confé
alarmante de consé
e de notre autonomie
ouvernement que j'ai
engagements qu'il
sur un pied de stricte
é. Cette politique, j
ional, et elle assurera
nos dépenses de tous
annuels. C'est pour
ouvoir, et c'est à cette
onsciencieusement e
recours cordial et désin
otisme pour aider le

Année.	Dépenses.	Recettes.	Déficit.
1889-90.....	\$4,969,489.68	\$3,588,920.50	\$1,380,569.18
1890-91.....	5,195,049.43	3,750,813.34	1,444,236.09
1891-92.....	5,236,768.62	3,404,117.60	1,742,651.02
1892-93.....	4,492,106.21	4,467,278.21	24,828.00
1893-94.....	4,550,629.50	4,320,427.22	230,202.28
1894-95.....	4,506,633.31	4,343,971.65	162,661.66
1895-96.....	4,415,268.52	4,359,594.91	55,673.61
1896-97.....	4,907,281.71	3,923,238.70	984,043.01

(1) Dans ce tableau on a inclus dans les recettes de 1890-91 la somme de \$18,520.00 de dépôts de garantie de chemins de fer. Sans cela, le déficit aurait été de \$1,722,756.09.

(2) Les déboursés en 1896-97 ne comprennent pas la somme de \$381,576.22, montant du Remboursements des dépôts de garantie de chemin de fer, cette somme ayant été payée cette année à même le produit des emprunts ; mais si l'on ajoute ce montant aux déboursés ordinaires le déficit s'élève à \$1,365,230.63.

Les montants, provenant de nouvelles sources de revenu créées en 1892, et inclus dans les recettes, sont comme suit :

1892-93	\$ 493,591 75
1893-94.....	518,406 11
1894-95.....	487,398 45
1895-96.....	444,856 02
1896-97.....	318,200 22

ETAT B

1889-90.

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$62,133 95 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$3,881,672 95	
Dépenses spéciales.....	818,583 51	
Avances et paiements de fonds en fidéi-commis.....	14,163 98	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....	255,069 24	
		<u>\$4,960,480</u>

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,540,607 07	
Recettes provenant de ventes de propriétés.....	\$30,000 00	
Dépôts de fonds en fidéi-commis, recettes sur avances.	18,313 43	
		<u>48,313 43</u>
		<u>3,588,920</u>
Déficit.....	\$1,380,560	

1890-91.

DÉPENSES :

Dépenses ordinaires (y compris \$64,970 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,095,520 45	
Dépenses spéciales.....	820,254 15	
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer.....	222,097 41	
Avances et paiements de fonds en fidéi-commis.....	57,177 42	
		<u>5,195,049</u>

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,457,144 32	
Dépôts de fonds en fidéi-commis et recettes sur avances	15,149 02	
Dépôts de garantie des chemins de fer.....	278,520 00	
		<u>293,669 02</u>
		<u>3,750,813</u>
Déficit.....	\$1,444,236	

1891-92.

DÉPENSES :

	Dépenses ordinaires (y compris \$68,121.16 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4,446,639 60	
881,672 95	Dépenses spéciales	551,041 88	
818,583 51	Paiements de fonds en fidéi-commis	8,017 00	
	Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	231,070 14	
14,163 98			\$5,236,768 62

RECETTES :

55,069 24	Revenu ordinaire	\$3,458,403 85	
	Dépôts de fonds en fidéi-commis et recettes sur avances	19,723 87	
	Fonds d'emprunts municipal	3,000 00	
40,607 07	Remboursements sur dépenses spéciales	5,870 38	
	Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	5,675 50	
	Remboursement, chemin de fer Q. M. O. & O.	1,444 00	
18,313 43			3,494,117 62
			<u>3,588,920</u>
			<u>\$1,380,569</u>

Déficit \$1,742,651 02

1892-93.

DÉPENSES :

	Dépenses ordinaires (y compris \$71,053.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$3,952,258 75	
	Dépenses extraordinaires (Edifices publics)	238,264 10	
5,520 45	Paiements sur dépôts en fidéi-commis	13,147 08	
0,254 15	Prêts aux victimes des ouragans	41,030 89	
	Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	240,405 39	
2,097 41			\$4,492,106 21

RECETTES :

7,177 42	Revenu ordinaire	\$3,891,062 73	
	do des nouvelles taxes	493,591 75	
5,195,049 4			\$4,384,654 48
	Recettes provenant de ventes de propriétés	7,116 00	
7,144 32	Dépôts de fonds en fidéi-commis	15,770 37	
	Recettes sur avances	50,000 00	
	do pour taxes sur subventions de chemins de fer	9,737 36	
5,669 02			82,623 73
			<u>4,467,278 21</u>
3,750,813 3			
			<u>\$1,444,236 0</u>
			<u>\$24,828 00</u>

Déficit \$24,828 00

DÉPENSES :

1893-94.

Dépenses ordinaires (y compris \$73,973.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$3,876,990	88
Dépenses extraordinaires (Edifices publics).....	390,955	24
Paiement sur dépôts en fidéi-commis.....	13,081	78
Emprunt—Sœurs de la Charité, Asile de Beauport.....	19,395	66
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	250,117	25
Fonds de remboursement des subventions de chemin de fer, frais.....		88 86

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,740,322	45	\$4,550,629	50
do des nouvelles taxes....	518,406	11		
			\$4,258,728	56
Recettes provenant de ventes de propriétés.....	1,805	05		
Dépôts de fonds en fidéi-commis	10,161	13		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer.....	49,732	48	61,698	66
			4,320,427	22
Déficit.....			\$230,202	28

DÉPENSES :

1894-95.

Dépenses ordinaires (y compris \$77,866.66 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,043,228	43
Dépenses extraordinaires (Edifices publics).....	146,756	60
Dépenses <i>in re</i> vente de la propriété Château Ramezay...	5,742	41
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....	17,390	26
Dépôt spécial <i>in re</i> confirmation du titre de propriété chemin de fer Q. M. O. et O.....	5,550	00
Emprunt—Sœurs de la Charité, Asile de Beauport.....	25,000	00
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	260,223	01
Fonds de remboursement des subventions de chemin de fer, frais.....	2,742	60

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,734,289	39	\$4,506,633	31
do des nouvelles taxes....	487,398	45		
			\$4,221,687	84
Recettes provenant de ventes de propriétés (Château Ramezay)	100,340	28		
Dépôts de fonds en fidéi-commis	10,048	85		
Remboursement du dépôt <i>in re</i> confirmation du titre de propriété ch. de fer Q. M. O. et O.	5,550	00		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer.....	6,344	68	122,283	81
			4,343,971	65
Déficit.....			\$162,661	66

DÉPENSES :

1895-96.

Rachat	\$3,876,990 8	Dépenses ordinaires (y compris \$80,786 67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,041,221 66
.....	390,955 24	Dépenses extraordinaires (édifices publics).....	58,485 34
.....	13,081 78	Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....	17,459 02
.....	19,395 60	Remboursements de dépôts de garantie de chemin de fer	268,241 39
s de fer	250,117 25	Taxes sur les subventions de chemins de fer :	
min de		Frais de perception.....	\$1,962 07
.....	88 80	Remboursements.....	27,899 04
			\$29,861 11
	\$4,550,629 50		

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,883,054 53		\$4,415,268 52
do des nouvelles taxes..	444,856 02		
		4,327,910 55	
Dépôts de fonds en fidéi-commis.....	27,662 64		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer.	3,285 62		
Rachat de l'emprunt de 1876, remboursement de la balance du montant tenu à Londres pour collocation.	736 10	31,684 36	
			4,359,594 91
		Déficit.....	\$ 55,673 61

DÉPENSES :

1896-97.

Dépenses ordinaires (y compris \$84,680 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880).....	\$4,677,095 20
Dépenses extraordinaires (édifices publics).....	176,832 28
Achat de propriété.....	30,000 00
Paiements sur dépôts en fidéi-commis.....	14,999 01
Taxes sur les subventions de chemins de fer :	
Frais de perception.....	\$ 413 17
Remboursements.....	7,942 05
	8,355 22

RECETTES :

Revenu ordinaire.....	\$3,556,602 96		\$4,907,281 71
do des nouvelles taxes..	318,200 22		
		3,874,803 18	
Vente de propriété.....	2,500 00		
Dépôts de fonds de fidéi-commis.....	45,772 48		
Recettes pour taxes sur subventions de chemins de fer	163 04	48,435 52	3,923,238 70
		Déficit.....	\$984,043 01
Déficit sus mentionné.....		\$984,04 601	
Remboursements de dépôts de garantie de Chemins de fer.....		381,187 62	
			\$1,365,230 63

ETAT C.
RECETTES.

	1892-93.	1893-94.	1894-95.	1895-96.	1896-97.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Puissance du Canada.....	1,278,052 80	1,278,376 11	1,277,799 42	1,231,798 59	1,257,183 70
Terres de la Couronne.....	990,937 67	905,163 96	896,632 10	1,045,519 19	879,893 26
Timbres Judiciaires.....	174,940 10	184,245 00	187,314 60	186,278 50	177,426 80
do d'enregistrement.....	18,044 65	18,006 05	38,371 60	61,338 51	63,875 90
Fonds de batisses et des Jures.....	21,772 48	24,536 46	41,579 26	23,828 40	27,565 83
Honoraires judiciaires.....	10,383 34	11,495 70	12,166 84	14,329 34	9,654 38
Municipalités—Pour l'entretien des prisonniers.....	8,175 15	8,122 71	9,322 05	11,322 06	12,751 96
Palais de justice de Montréal.....	2,637 06	2,372 28	3,333 28	4,381 91	2,123 88
Prison de Montréal.....	1,940 88	4,376 99	4,550 47	2,374 50	2,948 04
Gardes des prisons, prison de Québec.....	1,600 00	10,200 00	2,400 00	13,600 00	2,800 00
Gain des prisonniers, prison de Québec.....	173 97	186 60	192 15	42 01	149 75
do do do Bedford.....		16 25			
do do do Terrebonne.....			20 00		
Ferme de la prison, Québec.....				10 00	
Amendes, Justice.....	250 70	340 40	139 40	147 50	246 60
Honoraires du grand connétable, Québec.....	433 85	456 03	541 22	413 41	549 29
Licences.....	672,757 90	636,032 34	665,918 78	663,087 46	586,176 42
Taxes directes sur les corporations commerciales.....	138,925 71	142,854 50	169,756 50	148,643 85	134,404 63
do sur transports de propriétés.....	292,001 65	246,890 50	183,370 70	184,254 50	74,856 99
do directes sur certaines personnes.....	15,607 64	15,293 70	17,659 29	17,507 67	3,507 74
Licences de manufactures et de commerce.....	145,698 87	106,428 45	121,932 96	79,728 62	10,393 77
Droits sur successions.....	40,313 50	149,823 45	162,335 50	163,365 33	229,411 72
Commission sur honoraires d'officiers publics.....	9,865 57	14,765 57	7,347 79	8,125 67	6,671 83
do sur renouvellement d'hypothèques.....	357 60	180 96	367 79	165 44	163 04
Législation.....	10,287 72	8,236 27	6,068 59	11,491 51	8,391 39
Asiles d'aliénés, contributions municipales.....	24,758 96	18,955 66	21,097 13	33,005 09	7,793 26
do Patients payants.....	1,778 91	407 49	151 15	78 00	1,638 08
École d'industrie et de réforme.....	77 64	2,289 06	5,688 51	12,366 76	923 72
Gazette officielle de Québec.....	25,813 60	20,774 41	21,835 47	23,182 69	21,637 58
Revenu casuel.....	9,059 93	5,870 13	6,114 02	4,880 85	7,570 62
Service civil, contributions pour pensions.....	7,348 26	7,129 49	6,677 95	6,028 77	5,712 61
Compagnies d'assurances provinciales—Dépenses d'inspection.....	439 00	520 84	429 16	400 00	376 33
Travaux et édifices publics, Loyers.....	1,743 17	1,878 63	1,062 60	1,063 60	785 69
Inspection des chemins de fer.....		516 00	516 00	492 00	204 00
Intérêts sur prêts et dépôts.....	43,673 18	26,428 87	23,065 38	17,437 79	35,556 71
Prime, escompte et change.....	1,168 32	7,046 19	3,949 36	29 00	2,141 13
Intérêt sur prix de vente du ch.de fer Q.M.O.&O.....	368,136 05	369,622 58	368,327 96	333,057 96	299,395 67
Honoraires d'enregistrement.....		11,339 90	5,682 42		
Remboursements.....	46,720 96	16,223 82	24,180 38	21,897 81	
Prêt aux incendies de Québec.....	100 00	580 00	220 00	200 00	
Puissance du Canada, comptes généraux.....	18,407 40	489 40	489 40	244 70	
Ventes de propriétés à Montréal et Québec.....	4,384,654 48	4,258,728 56	4,221,687 84	4,327,919 55	3,874,803 18
FONDS EN FIDEL-COMMIS, REMBOURSEMENTS, ETC. :—	7,116 00	1,805 05	100,340 28		2,500 00
Remboursements sur avances.....	50,000 00		5,550 00		
Fonds de pensions des instituteurs.....	4,691 91		202 22	7,789 57	3,951 21
Fonds d'amortissement de la cité de Hull.....	149 46	153 99	158 63	163 40	167 63
do do Pointe à Gatineau.....			100 00	100 00	100 00
Conseil d'Agriculture.....			286 60		
Héritiers et Succession F. E. Roy.....			1,384 00	880 50	
Fonds de licences de mariage.....	7,476 00	7,470 00	7,218 00	7,221 00	884 50
Cautionnement des officiers publics.....	3,453 00	1,994 38	500 00	1,568 17	6,693 00
Dépôt de la Cie. d'Assurance St. Laurent.....				10,000 00	15,000 00
Fonds du Palais de justice d'Aylmer.....		42 76			17,976 14
Dépôt re. Julie Labbé.....		590 00			
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer.....	9,737 36	49,732 48	6,944 68	3,285 62	163 64
Emprunts temporaires.....	4,467,278 21	4,320,427 22	4,243,971 65	4,358,868 81	3,923,238 70
Produit de l'emprunt de 1893.....	1,150,000 00	870,000 00	2,400,000 00	300,000 00	700,000 00
do do 1894 (Londres).....		3,880,073 34			
do do 1894 (Paris).....		2,742,076 73			
Rachat emprunt 1876, Remboursement.....			4,106,301 52		
Produit de l'emprunt de 1896.....				736 10	
do do 1897.....				2,044,000 00	1,124,200 00
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette.....					1,224,000 00
En caisse au 1er juillet de chaque année.....	1,331,855 29	393,355 91	546,732 60	543,933 37	3,015,853 86
	6,949,133 50	12,157,933 20	11,469,818 44	7,246,628 28	10,772,092 05

	1892-93.	1893-94.	1894-95.	1895-96.	1896-97.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Dette publique.....	\$1,445,031 34	\$1,437,932 67	\$1,486,660 62	\$1,497,429 99	\$1,550,874 16
Législation.....	199,769 84	207,676 77	198,543 50	195,549 27	288,623 41
Gouvernement civil.....	251,908 20	256,725 24	251,256 54	233,401 69	277,247 91
Administration de la justice.....	583,409 53	518,038 05	608,327 29	568,544 28	602,665 77
Instruction publique.....	384,960 00	380,700 00	383,726 45	382,759 76	410,060 00
Agriculture, Colonisation et Im-migration.....	201,328 17	242,864 01	290,636 62	286,814 09	404,695 75
Travaux et édifices publics:					
Ordinaires.....	104,528 88	101,637 83	110,257 32	97,544 64	163,783 76
Extraordinaires.....	238,234 10	300,955 21	152,499 01	58,485 34	176,832 28
Asiles et institutions de bienfai-sance.....	353,725 00	325,082 06	323,047 25	326,078 25	358,616 77
Divers, (y compris les paiements faits par les officiers du Revenu sur les perceptions).....	425,597 76	376,874 23	390,772 84	433,099 69	558,527 67
Archat de propriété.....	1,190,522 85	1,267,946 97	4,195,727 44	4,099,707 00	4,853,927 48
Remboursements de dépôts de garantie de chemin de fer.....	249,065 39	250,117 25	290,223 01	268,241 39	381,187 62
Avances.....	48,030 89	19,395 60	39,550 60		
Fonds en fidéj-commis.....	13,147 08	13,081 78	17,390 26	17,459 02	14,999 01
Fonds de Remboursement dessub-ventions de chemins de fer, frais et remboursements.....		88 80	2,742 60	29,861 11	8,355 22
Subventions aux chemins de fer et Q. M. O. & O.....	4,492,106 21	4,550,629 50	4,506,633 31	4,415,208 52	5,288,469 33
	850,455 69	975,426 69	854,519 92	250,186 59	1,346,475 01
Remboursements d'emprunts temporaires.....	5,342,561 30	5,526,056 19	5,361,153 23	4,665,455 11	6,634,944 34
	1,600,000 00	2,070,000 00	1,500,000 00	1,760,000 00	
Rachats de dette:					
Emprunt de 1891.....		3,860,000 00			
do 1893.....			4,106,461 00		
Partie de do 1896 et prime.....					3,015,853 86
Montez: Paiement de mandats impayés au 30 juin 1892, 1893, 1894, 1895, 1896.....	6,342,561 30	11,456,056 19	10,967,614 23	6,425,455 11	9,650,798 20
	555,928 10	313,811 81	158,696 80	209,495 96	173,122 28
Déduez: Mandats Impayés au 30 juin 1893, 1894, 1895, 1896, 1897.....	6,897,689 40	11,769,868 00	11,126,281 03	6,634,951 07	9,823,920 48
	313,811 81	158,666 80	209,495 96	173,122 28	443,257 08
	6,583,777 59	11,611,201 20	10,916,785 07	6,461,828 79	9,380,663 40